



Rapport Annuel 2025

Jeunes Volontaires pour l'Environnement
Côte d'Ivoire

Mai 2026



Sommaire

Table des matières

Mot de la Présidente	2
Introduction.....	3
À propos de nous.....	3
Chiffres clés 2025.....	4
Les femmes au cœur de la transition	6
Défendre les territoires et les droits des communautés.....	7
Construire des alternatives agroécologiques	12
Une jeunesse qui apprend, s'engage et prend le relais.....	14
Conclusion	16
Remerciements et partenaires	17

Mot de la Présidente



**Madame MEA MARIE
YVONNE Epse YEPRI**
Présidente de JVE Côte d'Ivoire

Chers membres, chers partenaires, chers amis de JVE Côte d'Ivoire,

L'année 2025 s'est ouverte sur un monde en tension. Les crises climatiques se sont aggravées. Les guerres se sont prolongées, de l'Ukraine au Moyen-Orient, du Soudan au Sahel, et ce sont les populations les plus vulnérables, déjà les premières exposées aux dérèglements du climat, qui en ont payé le prix le plus lourd. Dans le même temps, la solidarité internationale a vacillé : plusieurs grands bailleurs ont réduit ou suspendu leurs financements, fragilisant des organisations de la société civile partout dans le monde, et singulièrement sur notre continent.

Ce climat d'incertitude a pesé sur tout l'écosystème des acteurs de la société civile, et nous n'y avons pas échappé.

En Côte d'Ivoire, 2025 a aussi été une année électorale, rythmée par l'élection présidentielle et les élections législatives. En tant qu'acteurs de la société civile, nous avons choisi la prudence. Cette prudence n'était pas un renoncement : c'était une responsabilité. Responsabilité envers nos membres, d'abord, dont la sécurité compte plus que n'importe quel calendrier d'activités. Responsabilité envers les communautés avec lesquelles nous travaillons, ensuite, que nous ne voulions exposer à aucun risque. C'est pourquoi la palette de nos actions, cette année, est moins variée que nous l'avions envisagé. Nous l'assumons pleinement.

Cette retenue ne nous a pas empêchés d'avancer. Le premier Forum des jeunes africains sur le foncier a réuni, quarante participants venus de plus de dix pays. Des femmes de Singrobo ont mis des mots, puis des données, sur ce que le barrage a changé dans leur vie. Nos coopératives ont poursuivi leur chemin vers l'autonomie, nos semences paysannes ont trouvé une case vivante où être conservées, et plus de cent enfants ont découvert l'environnement avec la Junior Climate Academy. À Monogaga, nous avons aussi mesuré combien défendre un territoire peut exposer celles et ceux qui s'y engagent : une raison de plus de veiller sur nos équipes et sur les communautés.

Ce rapport rend compte de ce qui a été accompli, ce qui reste à mesurer, ce qui n'a pas encore abouti. C'est cette honnêteté, selon nous, qui fait la valeur d'un bilan.

Je remercie les membres, les volontaires et les équipes de JVE pour leur courage et leur constance ; nos partenaires, pour leur confiance dans un contexte exigeant ; et les communautés, qui restent la raison d'être de notre engagement. Le plan stratégique 2024-2028 demeure notre cap. En 2026, nous continuerons, avec la même détermination et le même sens des responsabilités.

Introduction

Face aux multiples crises climatiques, alimentaires, sécuritaires et humanitaires qui continuent de menacer la stabilité et l'avenir de la Côte d'Ivoire, il devient impératif de renforcer sans relâche les modèles de développement durables et inclusifs. L'urgence d'une transition vers des systèmes plus résilients n'a jamais été aussi criante.

Depuis plus de 15 ans, **JVE Côte d'Ivoire** s'engage activement dans la lutte pour la souveraineté alimentaire, la justice climatique et le renforcement de la résilience des communautés rurales. À travers des campagnes de sensibilisation, des actions de plaidoyer et des projets de terrain, notre organisation s'efforce d'apporter des solutions concrètes et adaptées aux défis rencontrés par les populations les plus vulnérables.

Au cœur de notre engagement, l'implication de la jeunesse et des femmes demeure un levier essentiel pour la transformation sociale et environnementale. En mobilisant les jeunes volontaires et les groupements féminines, et en renforçant leurs capacités, nous construisons un mouvement solidaire qui agit directement sur les territoires où nous intervenons.

Ce rapport annuel s'inscrit dans la continuité du plan stratégique 2024-2028 de JVE et dresse un bilan critique des actions menées en 2025, mettant en lumière les réussites, les défis rencontrés et les perspectives pour les années à venir.

Il a pour objectif d'évaluer les avancées réalisées, les défis rencontrés et les enseignements tirés dans chacun des domaines d'intervention de JVE Côte d'Ivoire.

QUI SOMMES-NOUS

À propos de nous

N° 01	Notre mission Notre mission est d'éduquer, de soutenir et de renforcer la capacité de la jeunesse et des femmes afin de les impliquer dans le processus de développement durable tout en garantissant une justice sociale pour tous.
N° 02	Notre but Nous avons pour but de maintenir notre appui aux communautés et d'être une organisation de référence contre les violations des droits environnementaux et sociaux des communautés et lutter pour leur résilience face à la crise climatique mondiale. JVE se veut une association organisée, bien représentée sur l'étendue du territoire national et ayant des membres volontaires, dynamiques, qui travaillent à ce qu'elle demeure un pôle d'expertise en matière d'environnement et de développement durable.
N° 03	Nos valeurs Notre code de valeurs est résumé par le sigle « D.S.R.P. » qui signifie : Dévouement • Solidarité • Rigueur • Probité.

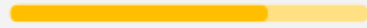
Chiffres clés 2025

200+



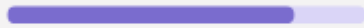
*Femmes issues des groupements
accompagnées par le projet
Women Leading Climate Action*

18



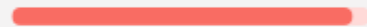
*Mois de formation en éducation
populaire écoféministe*

10+



*Pays représentés lors du tout premier
forum foncier à Abidjan*

20



*Personnes arrêtées à Monogaga, toutes
libérées (2 leaders, puis 18 autres) grâce
au plaidoyer international*

100+



*Enfants de 6 à 17 ans à la colonie
de la Junior Climate Academy*

JEUNES VOLONTAIRES POUR L'ENVIRONNEMENT

NOS ACTIONS

2025

- 01 Les femmes au cœur de la transition
- 02 Défendre les territoires et les droits des communautés
- 03 Construire des alternatives agroécologiques
- 04 Une jeunesse qui apprend, s'engage et prend le relais

Les femmes au cœur de la transition

Dans les villages, ce sont souvent les femmes qui font vivre les économies familiales et les ressources naturelles.



Productrices d'attiéké, membres de coopératives, éleveuses : les femmes sont présentes dans l'agriculture, la transformation, l'élevage et la gestion des ressources. Pourtant, elles font face à un accès limité aux opportunités économiques et aux espaces de décision, tandis que les variations climatiques fragilisent leurs moyens d'existence. En 2025, JVE a répondu à ces défis sur trois fronts complémentaires.

1. Renforcer les groupements pour élargir les possibilités d'action

Projet Women Leading Climate Action

De janvier à septembre 2025, quatre groupements de femmes ont été accompagnés vers une transition agroécologique juste : Niega et Lebleko (Sassandra), Singrobo, N'gattakro (Bouaflé) et Dagbaboua (Daloa). Les participantes ont été formées à la gestion financière, à l'accès au crédit, à la création de micro-entreprises, à l'agroécologie paysanne et à la transformation des produits locaux. Leur leadership et leur capacité à prendre la parole ont aussi été renforcés. Les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) font partie des activités du projet.

2. S'adapter aux contraintes climatiques par l'aviculture résiliente

Projet d'appui à l'autonomisation économique des femmes de cinq zones par l'aviculture résiliente au climat

Variations de température, pluies perturbées, dégradation des ressources : ces contraintes pèsent surtout sur les femmes rurales. Le projet y répond en valorisant les races locales, l'alimentation à base de produits locaux et des habitats d'élevage adaptés. Les 120 bénéficiaires ont été formées à la conduite d'élevage, à l'alimentation, aux pratiques sanitaires et à l'aménagement des habitats.

3. Relier les luttes locales à une dynamique féministe régionale

JVE a accompagné 9 femmes leaders de Sassandra, Singrobo et Aboisso dans ce programme, présent aussi en Guinée, au Burkina Faso et au Cameroun. Pendant 18 mois, des sessions à Sassandra, Aboisso et Toumodi ont porté sur la crise écologique et l'écoféminisme, la construction d'un mouvement de solidarité et les alternatives panafricaines de développement. Ces femmes ont aussi participé à un rassemblement panafricain au Mozambique, où elles ont consolidé leur compréhension de l'extractivisme et leurs capacités d'organisation collective.

DES CHANGEMENTS OBSERVES

Les femmes accèdent à des ressources économiques qu'elles ne pouvaient pas exploiter auparavant, prennent davantage la parole et initient des actions de solidarité.

Défendre les territoires et les droits des communautés

Un territoire n'est pas seulement un espace où l'on construit un projet. C'est un lieu de vie, de mémoire, de travail, de culture et de transmission.

Donner aux communautés les moyens de comprendre, documenter, s'organiser et agir.

En 2025, JVE Côte d'Ivoire a poursuivi son travail auprès des communautés confrontées aux transformations de leurs territoires, en mettant l'accent sur un principe essentiel : les populations concernées doivent pouvoir comprendre les décisions qui affectent leur environnement, documenter leurs réalités, connaître leurs droits et participer aux décisions qui engagent leur avenir.

Cette approche s'est particulièrement illustrée à Singrobo-Ahouaty, autour des impacts du projet hydroélectrique, mais aussi dans le travail sur les droits fonciers, les mécanismes de redevabilité et la participation des jeunes aux débats sur le foncier.



La jeunesse entre dans le débat foncier

Qui décidera demain de l'usage des terres ? Ceux qui les habitent aujourd'hui, mais aussi ceux qui en hériteront. En avril 2025, des jeunes de plus de dix pays se sont réunis à Bingerville pour en discuter.

La gouvernance foncière se décide souvent loin des plus jeunes : qui peut accéder à la terre, qui peut la sécuriser, qui peut la transmettre. Or ce sont eux qui vivront le plus longtemps avec les conséquences de ces choix. La défense des territoires ne peut pas rester l'affaire des seules générations qui ont déjà connu les conflits fonciers. Elle doit aussi préparer celles et ceux qui auront à gérer les territoires demain.

C'est l'idée qui a motivé le **premier Forum des jeunes africains sur le foncier (FJAF)**, organisé par JVE Côte d'Ivoire du 24 au 27 avril 2025 à Bingerville.

Le forum a réuni **40 participants** : jeunes, expert-es, acteurs communautaires et chercheur-es. Ils venaient du Cameroun, du Congo, du Gabon, du Sénégal, du Togo, du Bénin, du Ghana, de la Tunisie, du Burundi et du Burkina Faso, notamment, ainsi que de Côte d'Ivoire.

Pendant quatre jours, ils ont échangé sur la gouvernance foncière, l'accès à la terre et la sécurisation des droits fonciers, en partageant leurs expériences de pays à pays. Le forum a aussi favorisé la mise en réseau d'acteurs engagés sur ces questions à l'échelle africaine.

Une visite de terrain dans le village Akandjé a permis de voir ces enjeux de près, sous l'angle traditionnel. Les participants y ont observé les tensions entre modernisation, pression urbaine et préservation des droits coutumiers. Un territoire qui change vite, des habitants attachés à des droits souvent non écrits : la question foncière prend alors un visage concret.

Le forum n'a pas seulement informé les jeunes : il leur a donné un espace pour débattre et formuler des propositions. Les participants ont notamment recommandé de réformer les textes fonciers hérités de la colonisation afin de renforcer la souveraineté des communautés locales sur leurs terres.

RECOMMANDATION DES PARTICIPANT-ES

« Réformer les textes fonciers hérités de la colonisation afin de renforcer la souveraineté des communautés locales sur leurs terres. »

Singrobo-Ahouaty : documenter ce que les chiffres officiels ne racontent pas

Pour demander réparation, il faut d'abord pouvoir prouver. À Singrobo, des femmes ont mis des mots, puis des données, sur ce que le projet hydroélectrique a changé dans leur vie.

Le barrage hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty a transformé un territoire où des familles vivent, travaillent et transmettent leurs savoirs. Pour les communautés riveraines, ce projet a des conséquences sociales, économiques et environnementales. Les femmes comptent parmi les personnes les plus concernées.

De mars 2024 à décembre 2025, JVE Côte d'Ivoire et Womin ont voulu comprendre précisément ces conséquences.

Un projet d'infrastructure se mesure en mégawatts, en budgets, en calendriers. Il se mesure rarement en revenus perdus, en activités abandonnées ou en repères qui disparaissent. Ces réalités, vécues chaque jour, restent souvent invisibles dans les rapports officiels. Sans données, elles peinent à peser dans une discussion.

JVE a choisi de partir de l'expérience des femmes des communautés concernées. L'enquête leur a permis de décrire leur situation avec leurs propres réponses, sur plusieurs dimensions des impacts vécus par elles et leurs ménages.

Ce rapport sert de base de référence pour la suite du plaidoyer et de la campagne en faveur des réparations. En 2025, cette démarche s'est prolongée par la formation des communautés aux mécanismes de la BAD, par des dialogues sur les alternatives économiques et par la création de l'Association des Communautés Féminines de Singrobo.

¹Témoignage de la communauté de Singrobo



« Depuis la construction du barrage hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty, nos conditions de vie se sont considérablement dégradées. Les opérations de dynamitage des roches dans le fleuve Bandama ont provoqué des fissures dans plusieurs habitations de notre village, ainsi que dans notre centre de santé. Ces dégâts suscitent de nombreuses inquiétudes au sein de la communauté.

Par ailleurs, avec les restrictions liées à la construction du barrage, nos hommes ne peuvent plus pratiquer librement la pêche sur le Bandama, qui constituait pourtant une importante source de revenus pour nos familles. Nous, les femmes, qui dépendions en grande partie de cette activité pour le commerce du poisson et la prise en charge de nos ménages, avons perdu une part essentielle de nos moyens de subsistance.

Face à cette situation, nous essayons de nous organiser et de développer d'autres activités pour subvenir aux besoins de nos familles et assurer la scolarité de nos enfants. Cependant, nos initiatives restent insuffisantes face aux difficultés rencontrées. Nous attendons que les préjudices subis par notre communauté soient pris en compte et que des mesures concrètes soient mises en œuvre pour améliorer nos conditions de vie. »

Monogaga : quand la solidarité traverse les frontières

Quand des communautés autochtones sont réprimées pour avoir défendu leur forêt, une alliance régionale a choisi de se déplacer pour les rencontrer.

La forêt classée de Monogaga, dans la région de San Pedro, s'étend sur environ 40 000 hectares. En février 2024, les autorités en ont concédé la gestion à l'ONG Roots Wild Foundation, dans le cadre d'un projet agroforestier et écotouristique présenté comme durable.

Les populations locales, notamment le peuple autochtone Winnin, contestent ce projet. Elles y voient une tentative déguisée d'appropriation de leurs terres, menée sans consultation libre, préalable et éclairée.

Cette situation s'inscrit, selon JVE, dans un contexte plus large : l'intégration de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre au marché mondial du carbone. Présenté comme un moyen de favoriser la reforestation et la conservation, ce mécanisme soulève des inquiétudes sur les droits fonciers des communautés locales.

En décembre 2024, deux leaders communautaires ont été arrêtés, accusés de trouble à l'ordre public après avoir dénoncé publiquement la privatisation de la forêt. La mobilisation en leur faveur a ensuite conduit à l'arrestation de 18 autres personnes. Pour JVE, ces événements illustrent les tensions croissantes autour de la gouvernance des ressources naturelles et la criminalisation des défenseurs des droits fonciers autochtones.

¹ Madame Kouassi Amino, secrétaire des femmes de singrobo

JVE Côte d'Ivoire, engagée contre l'accaparement des terres, a exprimé son soutien aux communautés Winnin par une mobilisation nationale et en saisissant des réseaux internationaux de solidarité. Avec les organisations de l'alliance informelle de lutte contre l'expansion des plantations industrielles de monoculture d'arbres, elle a mené un plaidoyer. Les leaders communautaires et les autres personnes arrêtées ont été libérés.

ROLE DU PLAIDOYER DANS LA LIBERATION DES MEMBRES DES COMMUNAUTÉS WINNIN

À la suite de l'arrestation et de l'incarcération de 20 membres des communautés Winnin en décembre 2024, plusieurs organisations de la société civile, dont Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE Côte d'Ivoire), se sont mobilisées pour réclamer leur libération et dénoncer la situation des communautés concernées.

Le **20 février 2025**, une coalition composée d'Amnesty International Côte d'Ivoire, de JVE Côte d'Ivoire, de l'ONG Actes De Vie, de la Coalition Ivoirienne des Défenseurs des Droits Humains (CIDDH), de Novox Côte d'Ivoire, de l'ADD San Pedro et de l'APFNP a publié un communiqué appelant à la libération immédiate des 20 personnes détenues.

Cette mobilisation s'est poursuivie à travers plusieurs actions complémentaires : une pétition internationale exigeant la libération des personnes arrêtées ainsi qu'un plaidoyer porté au niveau international lors de la Conférence des Parties (COP) en Novembre 2025, afin d'attirer l'attention sur leur situation et de renforcer la pression en faveur de leur libération.

Le **29 avril 2025**, JVE Côte d'Ivoire a également organisé à San Pedro une visite de solidarité réunissant des membres de l'Alliance internationale informelle de lutte contre l'expansion des plantations industrielles de palmier à huile. Cette rencontre a permis des échanges avec l'ADD et les communautés locales, notamment celle de Monogaga, afin de témoigner de leur solidarité et de renforcer la mobilisation autour des difficultés rencontrées par les communautés.

D'autres actions ont également été menées, notamment une visite de remise de dons aux communautés, une visite d'accompagnement judiciaire auprès des personnes détenues et une cérémonie de réception des personnes libérées.

À la suite de cette libération, l'alliance a organisé une visite de solidarité auprès des communautés. Dont l'objectif était de témoigner d'un soutien moral et politique, et renforcer les liens de lutte commune pour une gestion inclusive, équitable et communautaire des ressources naturelles.

Les organisations membres se sont retrouvées pour raviver l'esprit de solidarité qui fonde l'alliance. À San Pedro, la délégation a rencontré des membres des communautés Winnin récemment libérés. Les représentants ont retracé leur combat, des premières contestations aux arrestations, et raconté la période d'incarcération et les conditions de détention. Les femmes étaient présentes, dont l'une faisait partie des 20 personnes emprisonnées. Leur participation rappelle qu'elles sont aussi en première ligne dans la défense des terres.

La délégation a partagé à son tour ses propres luttes : SEFE du Cameroun face au projet d'Eracles, les représentants du Gabon dans les plateaux Batéké, ceux de la Côte d'Ivoire face à PALMCI.

Comment une expérience locale devient une force de plaidoyer

Écouter, documenter, s'organiser, porter la parole : en 2025, JVE a fait de ces étapes un chemin, des villages aux espaces de dialogue nationaux et internationaux.

Un témoignage isolé pèse peu dans une négociation. Quand il devient une donnée, puis un argument porté collectivement, il commence à compter. Les expériences menées en 2025 par JVE Côte d'Ivoire s'inscrivent dans cette dynamique.

Tout au long de l'année, nous avons donné la parole aux communautés en créant des espaces de discussion, d'échange et de dialogue. Ces rencontres nous ont permis de mieux comprendre les réalités vécues sur le terrain, de recueillir les préoccupations des populations et de faire émerger des revendications collectives susceptibles d'alimenter les processus de décision.

Cette démarche s'est traduite par plusieurs actions de plaidoyer, notamment en faveur de la prise en compte du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement (EHA) dans les Contributions déterminées au niveau national de la Côte d'Ivoire (CDN 3.0). À travers ce travail, JVE Côte d'Ivoire a contribué à la consolidation de documents nationaux et au renforcement de la prise en compte des enjeux EHA dans les politiques climatiques.

Le plaidoyer a abouti à l'élaboration d'une note politique transmise au point focal national chargé des CDN 3.0. Cette contribution visait à attirer l'attention sur l'importance de mieux intégrer les enjeux liés à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement dans les engagements climatiques du pays.

Les expériences recueillies auprès des communautés ne sont pas restées confinées aux espaces locaux de dialogue. Elles ont nourri une démarche visant à porter leurs préoccupations à des niveaux décisionnels plus élevés et à renforcer la prise en compte des besoins des populations dans les politiques publiques.

De l'expérience communautaire au plaidoyer

Les dialogues communautaires et la formation sur les mécanismes de redevabilité de la Banque africaine de développement (BAD) ont permis aux femmes de mieux connaître les voies de recours à leur disposition. La création de l'Association des Communautés Féminines (ACF) a constitué une étape supplémentaire en leur offrant un cadre collectif pour défendre leurs droits et réclamer réparation. Cette mobilisation s'est prolongée au-delà des communautés, avec leur participation au contre-espace organisé en marge des Assemblées annuelles de la BAD et la journée régionale d'action consacrée à la visibilité de leurs demandes de réparation. Parallèlement, le Forum foncier a favorisé les échanges entre jeunes de plusieurs pays sur les enjeux fonciers, tandis que la participation de JVE à la COP 30, à Belém, dans le cadre du projet sur les semences locales, a permis de porter les enjeux liés à la préservation des ressources semencières dans un espace international.

Construire des alternatives agroécologiques

Préserver les semences, préserver l'autonomie alimentaire

Une semence, c'est une récolte à venir. C'est aussi des savoirs, des choix et une autonomie : celle de pouvoir replanter sans dépendre d'un autre. À Tchéblogué, des paysans et des paysannes ont décidé de faire vivre leurs semences.

Quand un producteur conserve une partie de sa récolte pour la ressemer, il fait plus que préparer la saison suivante. Il transmet des variétés adaptées à son sol, à son climat et à ses habitudes alimentaires. Pour JVE, les paysans et paysannes doivent pouvoir conserver, reproduire, échanger et utiliser librement leurs semences locales, et leurs savoirs doivent être reconnus comme des leviers de résilience face au changement climatique. C'est le point de départ du projet **Féministes pour des Alternatives Climat et Environnement Daloa**, mené de mai 2024 à avril 2025 autour de la souveraineté alimentaire et des droits paysans.

Dans ce cadre, JVE a mis en place une case vivante de semences paysannes à Tchéblogué, dans la région de Daloa. Elle sert à conserver, multiplier et valoriser les variétés locales.

La case s'inscrit dans une série d'activités autour des semences et des savoirs paysans. Une assemblée populaire climatique paysans-chercheurs s'est tenue le 12 mars 2025. En août 2025, la Caravane climatique a fait étape à Dagbaboua, où des échanges ont eu lieu avec les femmes de Tchéblogué et de Bekipreha, et a mis en avant l'autonomie semencière et les pratiques agroécologiques ancestrales.

Des savoirs qui se transmettent

Une semence ne se conserve pas seule : il faut savoir quand la récolter, comment la trier, où la stocker. Ces connaissances passent de génération en génération et de communauté en communauté. Au Yalitia², les participants ont aussi appris à préserver les semences paysannes de tomate, d'aubergine et de piment.

Quand les producteurs gardent la maîtrise de leurs semences, ils réduisent certaines dépendances extérieures. C'est ce lien entre conservation et autonomie que JVE cherche à défendre, y compris auprès des décideurs : le projet régional sur les semences locales recommande un plaidoyer pour la reconnaissance officielle des semences paysannes.

² Bootcamp en agroécologie initié par JVE

Les paysans, les chercheurs et les jeunes croisent leurs savoirs

La transition agroécologique ne se décrète pas depuis un bureau. Elle avance quand ceux qui cultivent, ceux qui étudient et ceux qui arrivent se parlent et se prennent au sérieux.



Un paysan connaît ses sols, ses semences et ses saisons parce qu'il les observe, les essaie et les corrige depuis des années. Ces savoirs ne sont pas des croyances à valider par la science : ce sont des connaissances issues de la pratique. JVE les place au cœur de ses projets et cherche à leur donner une reconnaissance, y compris dans les politiques publiques.

Le 12 mars 2025, à Daloa, l'**assemblée populaire climatique paysans-chercheurs** a réuni des paysans et des chercheurs pour confronter leurs expériences. Le projet régional Renforcement de la gouvernance locale climatique et Dialogue paysans-chercheurs sur les semences locales à la même ambition : créer un espace d'échange et de recherche entre paysan·nes et chercheur·es, sur les semences cultivées dans différentes zones agroécologiques.

Les jeunes y ont leur place. Le Climathon organisé à l'Université de Daloa (10-11 avril 2025) et le Yalitia Boot Camp ont réuni étudiant·es et paysan·nes, des communautés de Singrobo, Bouaflé, Dagbaboua, Sassandra et Soubré, entre autres. L'implication d'étudiants de l'UJLoG apparaît, dans le bilan du projet, comme un moyen de faire durer la recherche-action sur le terrain.

Egalement la Caravane climatique de 2025 a fait circuler des pratiques de localité en localité, de Daloa à Abidjan. Elle a aussi permis aux femmes et aux jeunes de partager des pratiques écoféministes locales et des solutions envisagées.

ENSEIGNEMENTS TIRES

Le dialogue direct entre chercheurs et paysans serait le levier le plus efficace pour l'acceptation de politiques agricoles durables. C'est une conviction issue de l'expérience du projet, que nous présentons comme telle.

Le savoir paysan

Expérience des sols, des semences, des saisons et des pratiques culturelles.

Le savoir scientifique

Observations, analyses et connaissances produites par la recherche.

Le savoir pratique

Techniques testées, adaptées et expérimentées sur le terrain.

Une jeunesse qui apprend, s'engage et prend le relais



Junior Climate Academy : apprendre l'environnement dès l'enfance

La Junior Climate Academy (JCA) est un programme annuel de formation et d'apprentissage environnemental pour les enfants. Initié par JVE Côte d'Ivoire en 2024, il permet à l'organisation de rester en lien, chaque année, avec les plus jeunes. L'idée est simple, faire entrer l'environnement dans leur parcours éducatif, tôt et par l'expérience.

En juillet 2025, JVE s'est associée à la communauté des Pères Piaristes pour organiser, à Abengourou, une colonie éducative. Du 13 au 16 juillet, plus de 100 enfants âgés de 6 à 17 ans y ont suivi des ateliers interactifs sur les causes et les conséquences du changement climatique, la biodiversité, la gestion des déchets et l'engagement citoyen.

À Daloa, l'initiative Agroécologie for Kids s'inscrit dans la même dynamique. En 2025, elle a poursuivi des campagnes de sensibilisation dans les établissements ciblés et la mise en état d'un petit potager agroécologique où les enfants peuvent passer de l'explication à la pratique.

Le projet en retient une leçon : sans l'implication des éducateurs et un suivi hebdomadaire, l'apprentissage s'essouffle donc des séances de formations ont été organisées à l'endroit des encadreurs des enfants pour un suivi régulier.

Programme de stage international pour les jeunes (PSIJ)

Les jeunes ne sont pas seulement ceux qui apprennent. Ils contribuent aussi à produire ce qui permettra à d'autres d'apprendre.

En 2025, le Programme de stage international pour les jeunes (PSIJ) a accueilli deux stagiaires pendant quatre mois, en partenariat avec Éducation Internationale. Leur contribution ne s'est pas limitée à observer le travail de JVE : elle a produit des outils concrets de transmission.

Les stagiaires ont rédigé un guide de l'apprenant pour le Yalitia Boot Camp, le camp de formation en agroécologie paysanne. Ils ont aussi réalisé un document de référence destiné aux formatrices en éducation environnementale, et animé plusieurs activités notamment celle dénommée « Jouons avec les mots – Spéciale Recyclage ». Un guide, un référentiel, un jeu : trois supports qui peuvent servir bien au-delà de leur séjour.

Ces ressources ne comptent que si elles sont réutilisées : accessibles, mises à jour, appropriées par les équipes et intégrées aux prochaines formations. C'est ce qui permettra aux connaissances de survivre au départ de ceux qui les ont produites, et à une génération de prendre le relais d'une autre.



Conclusion

En 2025, JVE Côte d'Ivoire a agi avec prudence et constance, dans un contexte exigeant.

Malgré une palette d'activités moins variée que prévu, l'année a produit des résultats concrets : des femmes mieux outillées et organisées, des jeunes de plusieurs pays réunis autour des enjeux fonciers, des savoirs paysans valorisés et transmis, des enfants et des stagiaires associés à la construction d'une relève.

Elle a aussi produit des **preuves, des organisations et des documents de plaidoyer**. Comme ce rapport le dit sans détour, ils n'ont pas encore produit de décisions : les réparations de Singrobo, la prise en compte de la note EHA dans la CDN 3.0 et la reconnaissance officielle des semences paysannes restent à suivre. Le plaidoyer se joue dans la durée.

Nos priorités pour la suite

1	Mesurer ce que nos actions changent Suivre les revenus, l'accès au crédit et la stabilité des activités des femmes, ainsi que ce que les enfants retiennent et mettent en pratique.
2	Poursuivre le plaidoyer dans la durée Réparations de Singrobo, prise en compte de la note EHA dans la CDN 3.0, reconnaissance officielle des semences paysannes.
3	Faire grandir la relève Étendre la Junior Climate Academy aux écoles, produire des supports pédagogiques adaptés et faire vivre les ressources élaborées par les stagiaires.
4	Agir en protégeant Poursuivre nos actions avec la prudence que la sécurité de nos membres et des communautés exige.

Remerciements et partenaires

JVE Côte d'Ivoire remercie l'ensemble de ses partenaires, de ses membres volontaires et des communautés qui l'accueillent et lui font confiance.





JVE Côte d'Ivoire

Jeunes Volontaires pour l'Environnement
